

p. 9306. — Administration de la Trésorerie. Emprunt à lots 1936. Tirage du 18 août 1972, p. 9306. — Emprunts réunis 1972-1978. Amortissement au 19 septembre 1972. Tirage du 18 août 1972, p. 9307.

Ministère de la Justice

Sommaire du « Journal officiel des Communautés européennes » du 10 août 1972, n° C 86 et L 182, et n° L 183 du 11 août 1972, p. 9308.

Ministère des Classes moyennes

Publication faite en exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat et de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 février 1971, p. 9311.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Dépôt de conventions collectives de travail, p. 9316.

de wet van 31 mei 1923, bl. 9306. — Administratie der Thesaurie. Lotening 1936. Loting van 18 augustus 1972, bl. 9306. — Samengevoegde leningen 1972-1978. Aflossing op 19 september 1972. Loting van 18 augustus 1972, bl. 9307.

Ministerie van Justitie

Inhoud van het « Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen » van 10 augustus 1972, nrs. C 86 en L 182, en nr. L 183 van 11 augustus 1972, p. 9308.

Ministerie van Middenstand

Bekendmaking tot uitvoering van artikel 3, § 3, van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen en van artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971, bl. 9311.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 9316.

**LOIS, DÉCRETS,
ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT**

MINISTÈRE DES FINANCES

29 JUIN 1972

Loi contenant plusieurs dispositions en matière de pensions à charge du Trésor public (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. § 1er. L'article 22 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Les membres du clergé, admis à la pension en vertu des dispositions de la présente section, pourront faire compter comme années de services ecclésiastiques celles pendant lesquelles ils auront rempli des fonctions rétribuées par le Trésor public en qualité de professeur de religion ou d'inspecteur de religion dans les établissements d'instruction, lorsque ces fonctions n'ont pas donné lieu à l'octroi d'une pension de retraite à charge du Trésor public. »

§ 2. L'article 30 de la même loi, rétabli par la loi du 25 mars 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« L'article 22, à l'exception de la première phrase de l'alinéa 1er, est applicable aux pensions allouées en vertu de la présente section. »

Art. 2. L'article 2, A, 3°, b, première phrase, des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal n° 16020 du 11 août 1923 est remplacé par la disposition qui suit :

« Les musiciens militaires du 1er régiment des Guides qui comptent vingt années de service effectif ou qui sont âgés de cinquante-cinq ans accomplis et comptent quinze années de service effectif, ainsi que les militaires utilisés en qualité d'ouvrier ou d'artisan dans les établissements, services et unités de l'armée

(1) Session 1970-1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 711.

Session 1971-1972.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport n° 329.

Annales parlementaires. — Séances des 9 et 17 mai 1972.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 243-1, transmis par le Sénat. Rapport, n° 243-2.

Annales parlementaires. — Séance du 15 juin 1972.

**WETTEN, DECRETEN,
BESLUITEN EN AKTEN VAN DE REGERING**

MINISTERIE VAN FINANCIËN

29 JUNI 1972

Wet houdende verscheidene bepalingen inzake pensioenen ten laste van 's Rijks Schatkist (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. Artikel 22 der wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wordt met een als volgt luidend derde lid aangevuld :

« De leden der geestelijkheid die overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling worden gepensioneerd, kunnen de jaren gedurende welke zij een door de Openbare Schatkist bezoldigde betrekking als godsdienstleraar of inspecteur voor godsdienst hebben vervuld, als kerkelijke diensttijd laten meetellen, indien deze niet reeds uit anderen hoofde met pensioen zijn vergoeden. »

§ 2. Artikel 30 van dezelfde wet, zoals opnieuw ingevoerd bij de wet van 25 maart 1965, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Behoudens de eerste volzin van het eerste lid is artikel 22 van toepassing op pensioenen toegekend krachtens deze afdeling. »

Art. 2. Artikel 2, A, 3°, b, eerste volzin, van de bij koninklijk besluit nr. 16020 van 11 augustus 1923 samengeoördende wetten op de militaire pensioenen wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De militaire muzikanten van het Gidsregiment die twintig jaar werkelijke dienst tellen of die vijfenvijftig jaar oud zijn en vijftien jaar werkelijke dienst tellen, alsmede de als werkmansman bij de inrichtingen, diensten en eenheden van het leger gebezigde en tot de bij een koninklijk besluit bepaalde

(1) Zitting 1970-1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 711.

Zitting 1971-1972.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag nr. 329.

Parlementaire Handelingen. — Vergaderingen van 9 en 17 mei 1972.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 243-1, overgezonden door de Senaat. Verslag nr. 243-2.

Parlementaire Handelingen. — Vergadering van 15 juni 1972.

et appartenant aux catégories définies par arrêté royal qui comptent trente-cinq années de service effectif ou qui sont âgés de cinquante-cinq ans accomplis et comptent quinze années de service effectif. »

Seules les personnes en service au 31 décembre 1960 peuvent se prévaloir de la disposition prévue à l'alinéa premier et modifiant les lois coordonnées sur les pensions militaires.

Art. 3. Pour l'octroi et le calcul de sa pension de retraite à charge du Trésor public, le président de la Commission permanente de contrôle linguistique instituée par l'article 53 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, peut faire compter, comme service rendu en cette qualité, le temps écoulé entre son trentième anniversaire et la date à laquelle ses fonctions ont effectivement commencé.

L'accroissement de la pension résultant de l'alinéa qui précède est réduit, le cas échéant, du montant de la pension ou de la quote-part de pension dont bénéficie l'intéressé, dans un autre régime de pension, du chef d'une activité professionnelle exercée pendant la période considérée.

Art. 4. Les personnes visées à l'article 1er des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964, admises au bénéfice d'une pension de retraite ou d'invalidité, obtiennent, à leur demande, la révision de leur pension en tenant compte des services métropolitains rétribués par le Trésor public, accomplis antérieurement à leur carrière d'Afrique.

Ces services interviennent pour la moitié de leur durée. Peuvent seuls donner lieu à révision, les services métropolitains rendus avant le 1er janvier 1926 et qui ne sont pas susceptibles d'être pris en considération pour le calcul d'une pension de retraite dans un des régimes de pension des pouvoirs publics.

Art. 5. § 1er. L'article 11 de la loi du 20 mars 1958 relative au cumul des pensions et des traitements et au régime des pensions de retraite afférentes à des fonctions multiples est remplacé par la disposition suivante :

« Les réductions exigées par les dispositions du présent chapitre sont effectuées sur les pensions à charge du Trésor public et subsidiairement sur celles à charge de la Caisse des ouvriers de l'Etat.

» Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, si l'intéressé est un magistrat émérite, les réductions sont effectuées sur tous les éléments de son revenu global, autres que la pension d'éméritat entrant en compte en vertu des articles 5 à 9, y compris les pensions et allocations visées à l'article 21, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

» Au cas où ces éléments sont à charge d'un autre débiteur que l'Etat, ce dernier est subrogé dans les droits de l'intéressé, à concurrence du montant de la réduction. »

§ 2. Les dispositions du § 1er ne s'appliqueront qu'aux cumuls ayant pris naissance après la date à laquelle le présent article produit ses effets.

Art. 6. La pension à charge du Trésor public allouée aux greffiers provinciaux ne peut être inférieure à celle à laquelle ils auraient pu prétendre si les seuls services en qualité de greffier provincial étaient pris en considération mais supputés selon le mode de calcul prévu en faveur des commissaires d'arrondissement par l'article 3 de la loi du 25 mars 1937 relative à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement.

Art. 7. A la demande des intéressés, les pensions de retraite en cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont révisées compte tenu des dispositions des articles 1er et 6 et selon des modalités fixées par le Roi.

categoriën behorende militairen die vijftiendertig jaar werkelijke dienst tellen of die vijftienvijftig jaar oud zijn en vijftien jaar werkelijke dienst tellen. »

Alleen zij die op 31 december 1960 in dienst waren, kunnen aanspraak maken op de bij het eerste lid in de samengevoegde wetten op de militaire pensioenen aangebrachte wijzigingsbepaling.

Art. 3. De voorzitter der Vaste Commissie voor Taaltoezicht, ingeseld bij artikel 53 der wet van 2 augustus 1963 op het gebruik der talen in bestuurszaken, kan voor de vaststelling van het recht op alsmede voor de berekening van zijn rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist de tijd tussen zijn dertigste verjaardag en de datum waarop hij zijn ambt heeft aangevangen doen meetellen als diensttijd in deze functie.

De pensioensverhoging die uit de toepassing van het voorgaande lid voortvloeit, wordt in voorkomend geval verminderd met het bedrag van het pensioen of van het pensioengedeelte dat de betrokkene uit hoofde van een gedurende het bewuste tijdvak uitoefende beroepsbedrijfelijkheid in een andere pensioenregeling geniet.

Art. 4. De gerechtigden op een rust- of een invaliditeitspensioen, bedoeld bij artikel 1 der op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika, bekomen op hun verzoek de herziening van hun pensioen. Daarbij wordt door 's Rijks Schatkist bezoldigde moederlandse diensttijd doorgebracht vóór de loopbaan in Afrika in aanmerking genomen.

Deze tijd telt voor de helft mee, met dien verstande dat alleen jaren vóór 1 januari 1926 die niet reeds uit anderen hoofde voor de berekening van een rustpensioen krachtens een overheidspensioenregeling in aanmerking kunnen komen, aanleiding tot herziening kunnen geven.

Art. 5. § 1. Artikel 11 der wet van 20 maart 1958 betreffende de cumulatie van pensioenen en wedden en de regeling inzake rustpensioenen voor verschillende ambten wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De door de bepalingen van dit hoofdstuk vereiste verminderingen worden toegepast op de pensioenen ten bezware van de Openbare Schatkist en in bijkomende orde op de pensioenen ten bezware van de rijkswerkliedenkas.

» Is de belanghebbende echter een emeritus-magistraat, dan worden de verminderingen in afwijking van het voorgaande lid niet toegepast op zijn emeritaatspensioen, doch wel op alle andere onderdelen van zijn globaal inkomen die krachtens de artikelen 5 tot en met 9 hiervoor in aanmerking komen, met inbegrip van de pensioenen en toelagen bedoeld in artikel 21, § 2, der wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kadets van Afrika.

» Indien deze onderdelen ten bezware van een andere schuldenaar dan de Staat komen, is deze laatste ten belope van het bedrag der vermindering in de rechten van de belanghebbende gesubrogeerd. »

§ 2. Het bepaalde in § 1 is slechts van toepassing op cumulaties ontstaan na de datum met ingang waarvan dit artikel uitwerking heeft.

Art. 6. Het aan provinciale griffiers ten laste van de Openbare Schatkist toegekende pensioen mag niet lager zijn dan datgene waarop zij aanspraak hadden kunnen maken indien uitsluitend de als provinciaal griffier doorgebrachte diensttijd in aanmerking zou worden genomen, doch deze zou meetellen volgens de in artikel 3 der wet van 25 maart 1937 betreffende het pensioen van de provinciegouverneurs en de arrondissementscommissarissen ten behoeve van de arrondissementscommissarissen bepaalde berekeningswijze.

Art. 7. Op verzoek van betrokkenen worden de op de datum van de inwerkingtreding van deze wet lopende rustpensioenen volgens het bepaalde in de artikelen 1 en 6 door de Koning te bepalen wijze herzien.

Art. 8. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Vice-Premier Ministre,

A. COOLS

Le Ministre des Finances,

A. VLERICK

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

F. VAN ACKER

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Art. 8. Deze wet treedt in werking op de eerste dag der maand volgend op de datum waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Vice-Eerste Minister,

De Minister van Financiën,

De Staatssecretaris voor Begroting,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

MINISTÈRE DES FINANCES
ET MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

7 JUILLET 1972. — Arrêté royal autorisant la Société nationale du logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de trois milliards de francs

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971, notamment les articles 41 et 42;

Vu l'arrêté ministériel du 7 décembre 1971, fixant pour l'année 1972, à 30 p.c. la partie des emprunts que la Société nationale du logement doit affecter par priorité aux fins prévues à l'article 42 du Code du logement;

Considérant que la Société nationale du logement s'est engagée à respecter cette quotité pour le nouvel emprunt, au montant effectif de trois milliards de francs, qu'elle se propose d'émettre, et que, dès lors, la condition requise pour l'octroi de la garantie de l'Etat est remplie;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La garantie de l'Etat est attachée à un emprunt d'un montant effectif de trois milliards de francs à émettre par la Société nationale du logement.

Art. 2. L'emprunt sera émis par tranches et à des conditions qui seront préalablement approuvées par Notre Ministre des Finances.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juillet 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

A. VLERICK

Le Ministre des Travaux publics,

J. DE SAEGER

MINISTERIE VAN FINANCIËN
EN MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

7 JULI 1972. — Koninklijk besluit waarbij de Nationale Maatschappij voor de huisvesting ertoe gemachtigd wordt, onder Staatswaarborg, een lening van drie miljard frank uit te geven

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zija-en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971, inzonderheid de artikels 41 en 42;

Gelet op het Ministerieel besluit van 7 december 1971 waarbij het gedeelte van de leningen dat de Nationale Maatschappij voor de huisvesting bij voorkeur moet besteden voor het doel bepaald bij artikel 42 van de Huisvestingscode, voor het jaar 1972, op 30 pct. is vastgesteld.

Overwegende dat de Nationale Maatschappij voor de huisvesting er zich toe verbonden heeft dit gedeelte na te leven voor de nieuwe lening voor een werkelijk bedrag van drie miljard frank, welke zij voornemens is uit te geven, en dat dienengevolge de voorwaarden vereist voor de toekenning van de Staatswaarborg, vervuld is;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Staatswaarborg wordt gehecht aan een lening van een werkelijk bedrag van drie miljard frank, uit te geven door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting.

Art. 2. De lening zal uitgegeven worden per tranches, en tegen de voorwaarden welke vooraf door Onze Minister van Financiën zullen goedgekeurd worden.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juli 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,

De Minister van Openbare Werken,